

# Un collectionneur d'Ehpad sur les traces d'Orpea

**E**N PLEIN SCANDALE des maisons de retraite médicalisées, certains propriétaires d'Ehpad font profil bas. Mais pas le groupe Bridge, le nouveau de la troupe, fondé en 2017 par Charles Memoune, qui a acquis son premier établissement en 2019. Après avoir racheté à toute vitesse dans le Grand Est, en Normandie et ailleurs, il cumule aujourd'hui 2 000 lits dans une trentaine de petits établissements. Sa recette : économiser sur le dos des résidents et des soignants.

## Soignants à la diète

L'exemple des Fontaines, en Alsace, qui regroupent trois Ehpad (Horbouurg-Wihr, Kembs et Lutterbach), est édifiant. Rachetées le 15 décembre dernier, elles accueillent 245 pensionnaires, la plupart atteints de la maladie d'Alzheimer. Dès les premiers jours, Bridge demande à la directrice d'Horbouurg-Wihr de se séparer de huit temps pleins, en dépit du fait que la dotation salariale soit définie et financée par l'agence régionale de santé (ARS). La dirlo rechigne. Le 14 janvier, elle est licenciée pour « insubordination ». Le directeur suivant tiendra six semaines.

Idem à la résidence des Cèdres, dans l'Essonne. Quelques semaines après l'arrivée de Bridge, en septembre, la directrice et son adjointe sont virées. Au sein des trois hospices des Fontaines, Bridge dénonce les primes d'assiduité et de remplacement ainsi que

les astreintes (permanences médicales), qui évitent aux aînés d'atterrir aux urgences au moindre bobo : des bonus qui, pour certaines soignantes, peuvent représenter jusqu'à 1 800 euros net annuels. En compensation, le groupe offre prime de performance, intéressement et... chèques-cadeaux.

Pas de quoi retenir des salariés de plus en plus attirés par le public, évidemment... En trois mois, à Horbouurg-Wihr, six d'entre eux ont démissionné. L'animatrice a claqué la porte, et trois autres salariés, dont le médecin coordinateur, partiront en avril. « *Le taux de démission dans [nos] établissements s'établit au même niveau que le taux observé dans le secteur* », se défend Bridge, contacté par le Volatile.

Détonnantes absences sont pourtant constatées : dans la nuit du 27 février à Horbouurg-Wihr, faute de personnel, la direction a appelé une femme de ménage et une aide-soignante pour surveiller 84 résidents. Ailleurs, le recrutement pâtit d'un bouche-à-oreille défavorable : la résidence Saint-Clair, à Saint-Zacharie (Var), éprouve les plus grandes difficultés à embaucher, en CDI comme en intérim.

Les familles dénoncent un management « industriel » et « une maltraitance des résidents par manque d'effectif ». A la résidence Beau Soleil, à Ellon (Calvados), comme au Val-d'Auron, à Bourges (Cher), des soignantes déplorent de ne pouvoir assurer que les besoins primaires des résidents (des « clients », précise Bridge aux salariés) :

pas le temps de couper les ongles, de faire des massages ni de discuter. Normal que, pour cette prise en charge cinq étoiles, le prix des chambres augmente, approchant désormais 3 000 euros mensuels en moyenne.

## A la fête du "client"

Impatient de rejoindre le top 10 des groupes privés d'Ehpad (le dixième, Sedna, possède 4 200 lits), Bridge soigne le recrutement de ses cadres. La directrice des opérations du groupe s'était illustrée à la tête de l'Ehpad Orpea des Sablons, au Mans (Sarthe) : en quatre ans d'activité, elle s'est trouvée visée par neuf procédures prud'homales – quatre salariés ont gagné, une a perdu en appel, les autres affaires sont en cours. En 2016, l'Inspection du

## Bridge se fout de l'aïeul des familles

**L'**EXPLOITANT a réponse à tout. A l'Ehpad d'Horbouurg-Wihr, certains résidents portent deux couches l'une sur l'autre. Geste de générosité ou volonté de les changer moins souvent ? « *Cela relève d'une solution de bien-être* », a asséné la direction lors d'un conseil de vie sociale, le 28 février. Le groupe Bridge affirme pourtant au « Canard » ne pas recommander cette pratique...

Certaines familles se plaignent aussi de douches trop éloignées – jusqu'à quinze jours d'intervalle ! – à l'Hostellerie du Château, dans le Cher (« Le

travail avait prévenu le procureur de la République, et la Sécu avait reconverti huit arrêts en maladie professionnelle, rappelle Marion Lescure, ancienne déléguée du personnel.

L'exploitant est bien connu des ARS et des conseils départementaux, chargés des contrôles... Les Cèdres, l'Hostellerie du Château, le Val-d'Auron et Beau Soleil, inspectés en février, attendent le verdict. Les Opalines, aux Moutiers-en-Cinglais (Calvados), ont été placées sous administration provisoire le 8 mars (décision attaquée devant le juge des référés le 22 mars) pour cause de « dysfonctionnements graves ». Résultat ? Suspension partielle de l'activité et interdiction d'accueillir de nouveaux résidents. Tant qu'on ne les oblige pas à embaucher...

Fanny Ruz-Guindos

Berry Républicain », 8/3). Les salariés d'Horbouurg-Wihr, eux, parlent d'un minimum syndical : « tête-mains-cul ». Réaction de Bridge lors du conseil de février : « *Nous respectons le refus de certains résidents de prendre une douche.* » C'est frais !

Enfin, à un proche s'inquiétant de voir des résidents se jeter comme des affamés sur des aliments apportés par des parents, le groupe a répliqué : « *Si les familles leur apportent une nourriture appréciée, il y a le risque de casser le régime alimentaire décrété par le corps médical.* » Doucement, les goinfres !